CE MONDE QUI BOUGE

Ali Benflis, la candidature et les réalités

Par Hassane Zerrouky

Dix ans après, Ali Benflis est de retour sans qu'on ait eu l'impression qu'il a créé un évènement. Mais bon, ceux qui, en avril 2004, avaient entre dix et 15 ans, voire même 18 ans (l'âge de voter), savent-ils qu'il a été Premier ministre d'Abdelaziz Boutefika avant qu'il n'aille le défier à l'élection présidentielle, et avant que ce dernier, postulant alors pour un second mandat, ne le dégomme en le remplaçant en mai 2003 par Ahmed Ouyahia ? Savent-ils qu'en octobre 2003, Ali Benflis alors secrétaire général du FLN, investi par le parti pour l'élection présidentielle de 2004, avait eu à faire face à un «mouvement de redressement» mené par Abdelaziz Belkhadem, alors ministre des Affaires étrangères, lequel avait introduit une requête pour annuler les décisions du 8e congrès du FLN ?

Ali Benflis, fort de l'appui de l'armée, soutenaient à l'époque de nombreux commentateurs, de nombreux acteurs de la société civile, des démocrates, affirmait être porteur d'une vision de la société différente, démocratique, pluraliste, moderniste fondée sur une vraie séparation des pouvoirs, à l'opposé du projet incarné et défendu par Abdelaziz Bouteflika. Il dénonçait alors «une conception éculée» du pouvoir, un «Parlement étouffé» quand il n'était pas aux ordres, les atteintes à la liberté de la presse (2003 était l'année des records en matière de condamnations de journalistes à la prison ferme pour diffamation) et une justice, accusait-il, «mise aux ordres» !

Ali Benflis, qui avait mené une campagne tambour-battant, faisant jurer ceux qui venaient l'écouter de ne pas se laisser voler leurs voix, dénonçant l'utilisation de l'argent public à des fins électoralistes, avait beaucoup mobilisé : par dizaines de milliers, ils venaient écouter ce Premier ministre ayant osé défier le Président sortant. Le duel avait tourné court. A la surprise générale, l'ex-Premier ministre n'avait récolté que 6,8% de voix. Il en était sorti sonné, abasourdi. Et sans attendre, et surtout sans se battre, il avait remis sa démission lors d'une réunion extraordinaire de la direction du FLN le 20 avril 2004. La parenthèse qu'il avait ouverte, faire du FLN un parti libre de toute tutelle, avait été vite refermée. Et les gens ayant juré de ne pas se laisser «voler» leurs voix sont restés gentiment à la maison ! Durant dix ans, on n'a plus entendu Ali Benflis, plongeant dans un total anomymat, presqu'oublié de tous. Avant de réapparaître le 19 janvier pour annoncer sa candidature à l'élection présidentielle de 2014.

Par rapport à 2004, le contexte est totalement différent. Le FLN, dont Benflis avait été éjecté, est plongé dans une crise symptomatique d'un mal plus profond, celui d'un système politique agonisant, en net décalage avec les réalités sociologiques et les aspirations de la grande masse des Algériens, avec à l'arrière-plan une montée des tensions (sociales, identitaires) sur le plan interne, un retour inquiétant du religieux sous sa forme la plus rétrograde, le salafisme, alors que la répression syndicale et les atteintes aux libertés n'ont jamais cessé, et une partie de la jeunesse qui, faute de perspective, rêve d'exil, quitte à braver la mort en tentant de traverser la Méditerranée, quand elle n'est pas tentée par le repli identitaire ou religieux, voire djihadiste, comme ces jeunes Algériens partis combattre en Syrie.

Le tableau est sombre, j'en conviens, mais au regard de l'argent dont dispose le pays, placé à l'étranger sous forme d'achat de bons de trésor US et autres, ou dans des dépenses de prestige, on a perdu dix ans, sinon plus. A titre d'exemple, les trois milliards de dollars investis pour construire la plus grande mosquée du monde auraient mieux servi à sauver la Casbah d'Alger, rénover les quartiers et les rues qui sont dans un état de délabrement qui fait honte à un pays comme l'Algérie car elle mérite mieux ! Ali Benflis, si c'est lui qui sera l'heureux élu – Abdelaziz Bouteflika, malgré l'insistance de Louisa Hanoune, ne semble pas en mesure de mener une campagne électorale et encore moins de diriger le pays durant cinq ans — aura donc bien des défis à relever dans tous les domaines, à commencer par redonner la parole aux Algériens sans faire dans ce populisme socio-religieux aux effets politiquement dévastateurs. L'homme, dit-on, a pris du recul, consulté, mis en place des comités et des sites internet pour soutenir sa campagne, tout en bénéficiant du soutien d'une partie de l'appareil du FLN. Il a tenu un discours consensuel, il ne veut fâcher personne, alors qu'il sait que le statu quo et l'immobilisme politiques ont fait un tort énorme à ce pays. On verra…

H. Z.

PARTICIPATION DE L'ALGÉRIE AU FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL DE DAVOS

De Bouteflika à Ould Khelifa

Le président de la République est représenté par le président de l'APN à la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos, une rencontre à laquelle Abdelaziz Bouteflika avait tenu à y participer lors de son premier mandat.

Photo : DR

Mohamed Larbi Ould Khelifa.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Le président de la République a désigné le président de l'Assemblée populaire nationale, Mohamed Larbi Ould Khelifa pour le représenter à la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos, en Suisse. Ouverte depuis hier et jusqu'au 25 janvier à Davos-Klosters, cette réunion annuelle devrait aborder plusieurs problématiques économiques, mondiales et régionales, mais aussi l'impact des nouvelles technologies.

C'est la première fois que le président de la Chambre basse du Parlement est délégué par le chef de l'Etat pour participer à un conclave qui réunit les grands leaders et décideurs économiques du monde. L'année dernière, il revenait au ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, en poste alors, de faire entendre la voix de l'Algérie à cette rencontre internationale d'envergure.

Les années précédentes, le ministre des Finances, Karim Djoudi, et d'autres officiels nationaux avaient été désignés pour participer à cette réunion de Davos. Or, à cette manifestation, Abdelaziz Bouteflika ne manquait pourtant pas d'y participer durant les premières années de son magistère. N'y avait-il pas, à peine élu président de la République, consacré l'une de ses premières visites internationales et présenté ses conceptions, ses perceptions et acceptations sur l'économie mondiale mais aussi nationale, devant plusieurs dirigeants et acteurs politiques et économiques importants.

Présent physiquement à Davos, Abdelaziz Bouteflika avait eu l'occasion de rencontrer, de discuter avec ces dirigeants étrangers lors d'apartés ou de rencontres formelles, une proximité dont il était très chaland et qui a été parfois remarquable dans le domaine diplomatique. Mais une quête de proximité avec les décideurs du monde qui, de soutenue durant le premier mandat, est devenue par la suite moins intense.

En 2005, le président de la République avait été soigné en France pour un ulcère hémorragique de l'estomac auquel il avait, assurait-il, survécu «miraculeusement». Néanmoins, le chef de l'Etat a diminué de plus en plus ses déplacements à l'étranger depuis cette date.

Voire, Abdelaziz Bouteflika est quasiment absent des différentes rencontres officielles internationales, tant en Afrique et dans le Monde arabe qu'en Europe. Des réunions auxquelles, et indépendamment de leurs vocation, il délègue régulièrement sa représentation au Premier ministre ou à certains membres du gouvernement, des responsables d'institutions nationales, voire à des envoyés spéciaux. Un choix de délégation de plus en plus évident depuis deux ans, notamment depuis l'accident vasculaire cérébral qu'il a subi fin avril 2013.

Durant le long séjour en France qu'il a effectué suite à cet accident et la période de «convalescence» qui s'en est suivie, l'implication du Président de la République dans l'activité diplomatique reste très faible, marquée seulement par les audiences accordées à quelques dirigeants étrangers et le choix du Premier ministre Abdelmalek Sellal ou de son prédécesseur (Ahmed Ouyahia), pour le représenter à certaines rencontres internationales.

Au-delà de l'impact assez incertain de la participation algérienne aux réunions annuelles de Davos sur l'économie nationale, l'attractivité de l'Algérie aux investissements directs, l'amélioration du climat des affaires et le développement socioéconomique n'en ayant encore engrangé aucun bénéfice, c'est la qualité de la représentativité du pays qui pose problème.

De premier plan durant le premier mandat présidentiel, la représentation de l'Algérie à Davos ne l'est plus, relevant progressivement durant les quinze dernières années et pour des raisons diverses, dont l'état de santé du chef de l'Etat essentiellement, du secondaire, nonosbtant les compétences des délégués qu'il désigne.

Des participants investis de la mission de faire entendre une voix de plus en plus muette, depuis plusieurs années et malgré les défis majeurs auxquels l'Algérie est confrontée, certes sur le plan sécuritaire et géostratégique mais aussi économique et technologique.

C. B.

POUR LE PRÉSIDENT DE L'ORDRE NATIONAL DES MÉDECINS :

«Il faut réaffirmer la place de la santé dans la politique»

Le docteur Bekkat-Berkani, président du conseil national de l'Ordre des médecins, dépeint un système de santé en panne qui a besoin d'être réformé, repensé : hôpitaux dégradés, le citoyen a perdu confiance envers le système de santé, manque de coordination, de communication entre les différents ministères concernés par la santé de la population (ministère de l'Environnement, des Finances, des Affaires sociales, de l'administration), absence de politique de prévention…

Gacem Saâdia - Alger (Le Soir) - «Il faut réaffirmer la place de la santé dans la politique et mettre en place de manière effective les décisions et décrets votés», dit-il. Comme par exemple l'agence de médicaments, censée contrôler la fabrication et la mise sur marché des médicaments, cette agence n'est toujours pas efficiente. «Les personnes qui gèrent la santé doivent suivre une feuille de route . Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des décisions personnelles», déplore-t-il. Le docteur préconise la mise en place des assises nationales de la santé, ces dernières seraient en cours de réalisation, une première réunion serait prévue en mars prochain. Ces assises seront composées des médecins, associations de l'Ordre des médecins, syndicats, malades, citoyens, administration, personnel. Ces assises organiseraient des ateliers et proposeraient des recommandations. Le but étant de réfléchir et diagnostiquer les besoins des patients, des professionnels et des établissements de santé.

Le président du conseil préconise également une décentralisation au niveau de la gestion de la santé afin de permettre des prises de décisions et des diagnostics au niveau local.

Il rappelle, par ailleurs, que l'Algérie a tous les moyens financiers, humains (55 000 médecins, 1 pour 800 habitants alors la moyenne de l'Organisation mondiale de la santé est de 1 pour 1 000 habitants) et techniques pour mener à bien une bonne prise en charge médicale de la population. La santé représente plus de 6% du PIB, selon le docteur Bekkat-Berkani Mohamed, l'ambition de l'Algérie serait d'atteindre les 12% du PIB comme la France, «la santé n'a pas de prix mais elle a un coût», dit-il.

Le docteur Bekkat-Berkani conclut en disant que «l'avenir c'est la prévention générale», une bonne politique de prévention permettrait de faire des économies financières mais surtout éviterait des soins invasifs et des pertes de vie inutiles.

G. S.